

Organisation de l'État et des services publics

22 participants

Contribution au grand débat national

MJC Châteauevert le 08 mars 2019

Les constats	Les interrogations	Les propositions	Les prises de position
- J'ai vu dans le questionnaire du grand débat la question "quels services publics voulez-vous voir diminuer ?" et j'ai été choquée par la forme de cette question quand on veut aborder l'avenir des services publics.			
Cette question n'est pas sur le document donc que ce n'est pas le gouvernement qui l'a posée.			
C'est le président qui l'a dit lui-même			
	Ce n'est pas la question des effectifs mais quels types de service public on veut près ou loin de nous.		
	Comment est-il efficace ?		Le service public s'évalue en termes d'équité, d'efficacité, de coût. On ne peut pas oublier le coût budgétaire Importance de ne pas dire qu'il faut diminuer les services publics, mais il y a un problème de coût : ne pas l'oublier..

Les constats	Les interrogations	Les propositions	Les prises de position
<p>Préciser qu'est-ce qu'un service public. Définition tout en faisant ressortir de quand ils datent et quelle philosophie publique a sous-tendu la création des services publics.</p> <p>C'est un service assuré par la collectivité à tous les citoyens indépendamment de leur situation sociologique et géographique sur le principe d'égalité et de solidarité.</p>			
<p>Je suis aussi choqué par la formulation de cette question qui n'est pas sur le questionnaire mais qui a été entendue ailleurs.</p> <p>C'est une volonté d'accentuer la fermeture des services publics</p> <p>Le maintien des services publics était une revendication forte des Gilets Jaunes.</p> <p>Ils ont exprimé leur frustrations que les services publics de proximité disparaissent.</p>	<p>Quels services publics accepte-t-on de voir fermés et quels services publics veut-on voir maintenus ?</p>		
<p>Il y a une philosophie à la base de l'instauration des services publics.</p> <p>Quelle philosophie est à la base de la suppression des services publics : c'est une philosophie libérale qui obéit à Bruxelles qui met l'économique au-dessus de tout : la rentabilité à la place de la solidarité.</p>			
<p>Je n'accepte pas qu'on dise que le gouvernement veut la liquidation des services publics.</p>			

Les constats	Les interrogations	Les propositions	Les prises de position
On parle de regroupement de moyens. On a besoin de plus de moyens en santé. On parle de spécialisation pour un meilleur service : ce n'est pas la réduction de moyens.	Quelles sont les indicateurs qui disent l'efficacité d'un service public ?		
Nous ne sommes pas là pour être contre le gouvernement mais pour travailler ensemble et réfléchir. C'est ma façon de vouloir participer.			
On a besoin d'un service public : il a un coût mais il faut le penser en terme d'investissement qui sert le "vivre ensemble".			La centralisation à tout-va actuelle, c'est grave pour la santé ; cela procède à la désertification et il faut investir sur les territoires.
Un tiers des maternités a disparu ces dernières années. Fermeture de la maternité de Die.	Cela procède à une désertification.	Il nous faut réfléchir en termes de territoire même si ça coûte cher. C'est facile de dire on n'avait pas la sécurité. Le Diois a besoin d'un vrai pôle de santé et pas d'un service au rabais. Il ne suffit pas de répondre d'aller à Valence où à Montélimar.	Fermeture des maternités : il faut que ce soit regroupé pour être efficace : je ne suis pas d'accord.
		Il faut regrouper les moyens pour la santé. Privas préfecture de l'Ardèche n'a plus de maternité. Cette question rejoint la transition écologique.	On ne peut pas parler de rentabilité dans les services publics, Sinon on va vers les assurances privées avec la perte de la base de solidarité qui a été mise en place par le conseil de la résistance.
Géographie; territoires vous en avez déjà parlé : il y a une trop forte pression de la centralisation. Le territoire loin des métropoles se désertifie.		Pourquoi ne demanderait-on pas régulièrement aux électeurs ce qu'ils veulent comme équité et proximité des services publics ? Pourquoi les élus ne s'engageraient-ils pas à consulter les électeurs sur les	Les services publics doivent se réimplanter et se réinventer

Les constats	Les interrogations	Les propositions	Les prises de position
		services publics ? Et en acceptez-vous les coûts ? Il y aura des choix prioritaires.	
Il y a un risque de propos polémiques. J'ai entendu à radio Drôme que la maternité privée de Granges est menacée de fermeture car en dessous du seuil de rentabilité.			
Cela aurait été démenti par la maternité de Granges.			
Pour Die il y a la question du coût. Maintenant pour une femme qui accouche à Luc en Dois on fait venir un hélicoptère. Quel est le coût ?			
L'égalité des territoires tout le monde est l'accord. Les états généraux de la moyenne montagne ont eu lieu il y a 10 ans. Les mêmes choses ont été dites et rien ne bouge. Pour être efficace il faut prioriser.			Les priorités sont la santé et l'éducation.
Partout on a envie et besoin de tous les services publics. : il est important de faire des choix de priorités. Ce débat-là est comme il y a 10 ans. Les services publics ont été créés après la seconde guerre mondiale qu'est-ce qui nous paraît prioritaire ?			
Ce qui vient d'être dit est important. Pour autant, les problèmes de coût sont réels. Pour nous maintenant, qu'est-ce qu'un service public ?			
J'ai lu les papiers du gouvernement sur ce débat. J'ai trouvé ce document	Réponse par le numérique. Oui ou peut-être pas.	Nous devons nous poser la question "de quoi avons-nous besoin ?" même	

Les constats	Les interrogations	Les propositions	Les prises de position
<p>insidieux. La réflexion est orientée sur trois propositions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il faut combler l'éloignement géographique : les élus devraient interroger les électeurs. N'oublions pas que les élus se battent pour leur territoire. • On va apporter des réponses par le numérique : les services publics seront accessibles par Internet. • Quel service public peut-on abandonner ? 	<p>Si on répond numériquement il faut l'accessibilité à Internet partout. La réponse numérique entraîne la suppression d'effectifs. Quel service public est-on prêts à abandonner ?</p>	<p>si ce n'est pas dans ce qui est prévu par le gouvernement. On a besoin d'autres formes de services publics. Il y a plein d'expériences et solutions locales intéressantes.</p>	
<p>Des expériences locales existent et elles se font en dehors de l'Etat. Les élus se battent pour appeler des médecins dans leur commune souvent sans l'aide de l'Etat.</p>		<p>Il ne faut pas se reposer que sur les élus.</p>	
<p>C'est à nous en bas de proposer des choses à l'Etat. J'ai été maire d'un petit village en Ardèche. En matière de transport, pour innover tout est compliqué. Les initiatives locales peuvent être bloquées interdites pour des questions administratives et juridiques.</p>			
<p>Il y a une fracture numérique</p>	<p>Pour l'accessibilité aux services : qu'attend un jeune qui a 20 ans, qu'attend-il du service public ?</p>		
<p>Le médecin même dans un pôle santé ne va pas reproduire le médecin de campagne.</p>	<p>Nous allons devoir changer notre regard sur les jeunes médecins à qui on reproche d'être devant leur écran.</p>		

Les constats	Les interrogations	Les propositions	Les prises de position
Le service public n'est pas celui d'il y a 20 ans.			
Dans le Diois il y a un système de transport avec taxi qui relaie le train. Ce service est financé par la région ou le département. C'est une politique publique.			
Quand on parle d'accessibilité au centre médical, c'est compliqué même pour aller à Guilherand-Granges.			
<p>Guilherand-Granges est desservi par le réseau de bus de l'agglomération. Donc il y a possibilité d'un transport individuel.</p> <p>Des communes ont mis en place des alternatives intéressantes.</p> <p>L'Etat ne fait pas tout, mais l'Etat doit être garant de l'équité. Il délègue à la région, au département et aux communes.</p> <p>Par exemple pour aller à Guilherand-Granges, il y a un service à la demande. Ce service est assez récent : il faut le faire connaître.</p>			
En Ardèche on se déplace en voiture ou en car SNCF. Il n'y a rien d'autre pour se déplacer. Les cars scolaires ne prennent pas de voyageurs.			
<p>L'Etat ne pourra jamais suppléer les manques de transport.</p> <p>Le transport individuel ne peut pas être supprimé ou alors on fait mourir ces territoires.</p>			

Les constats	Les interrogations	Les propositions	Les prises de position
L'Ardèche deviendra alors une usine à touristes.			
Comment les jeunes voient le Service public ? Si on est hospitalisé on ne sait pas combien ça coûte. Donc on n'a pas conscience de ce que nous apportent le service public et la solidarité.			
Mon pharmacien dit que des clients devant payer 1 € râlent. Ils vont à l'étranger, voient ce que leur coûte la santé là-bas et s'excusent de leurs propos quand ils reviennent en France. L'Etat providence existe et on pourrait basculer vers l'assistance.		Chaque fois qu'on bénéficie d'un service public, il faudrait savoir combien ça coûte.	
Pour vendre une voiture c'est compliqué d'avoir un certificat de cession. Le numérique ne marche pas. On ne sait pas où s'adresser. Parfois, même un fonctionnaire ne sait pas répondre.		Les outils à utiliser pour les démarches doivent être mieux connus.	
"Service public.fr" répond à toutes les questions.		Il faudrait qu'il soit plus connu.	
		Mettre en place des points de service public où des personnes sont à disposition des usagers pour répondre à leurs questions.	
Les bibliothèques proposent des formations .A nous de chercher l'info et de faire l'effort d'apprendre.			
Pour Internet, cela va évoluer. La déclaration de revenus se fait sur Internet. Les personnes âgées mais			

Les constats	Les interrogations	Les propositions	Les prises de position
aussi beaucoup d'autres personnes sont exclues.			
Valence a beaucoup d'outils de communication, beaucoup de réponses sur les services fournis. Le journal de la ville donne les points de service. Beaucoup disent qu'ils ne sont pas informés mais ne le lisent pas et il n'est pas forcément distribué partout.			
Les jeunes qui habitent un hameau ont besoin du permis de conduire et c'est très cher 3000,00€ ou au moins 2400,00€			
Le défenseur des droits a mis le doigt sur la nécessité d'une relation humaine et pas seulement la dématérialisation. Il s'agit d'équité. Pour les plus fragiles, il faut le maintien des relations humaines et de la voie postale.			
Il y a des zones blanches en Ardèche, des lieux où l'Etat n'a plus envie d'amener le téléphone et Internet.			
Le téléphone et Internet, ce n'est pas l'Etat mais des sociétés privées.			
Face à l'hypercentralisation, il faut réintroduire la correction de la myopie de l'Etat. C'est intéressant qu'on nous demande des propositions. Certains fonctionnaires pensaient être seuls détenteurs de la vérité. La haute		Pourquoi n'y aurait-il pas des instances d'administrations centrales qui pourraient accueillir des citoyens tirés au sort pour être consultés ?	

Les constats	Les interrogations	Les propositions	Les prises de position
<p>fonction publique gagnerait à être plus à l'écoute. Le préfet est là pour faire remonter, mais les citoyens pourraient être présents dans les instances.</p>			
<p>Le besoin des services publics est lié aux évènements de la vie : naissance, décès, inscription à l'école, déménagements...Il est difficile d'avoir des informations accessibles sur les grandes fonctions administratives.</p>		<p>Des services plus accessibles, plus simples.</p>	
<p>Ces informations étaient dans les 1ères pages des annuaires téléphoniques ou des agendas.</p>			
<p>Les citoyens peuvent individuellement se prendre en main et s'entraider.</p>		<p>Nouvelles formes de services publics : groupement de services publics dans des maisons de service au public.</p>	
<p>Lu dans une revue un témoignage ou un guichetier qui devait répondre à tout. Mais y a-t-il quelqu'un capable de répondre à tout ?</p>		<p>Service public dans un bus itinérant. Mais il y aura certainement beaucoup d'attente. Les services publics reçoivent sur rendez-vous, ainsi on est reçu par quelqu'un qui sait répondre aux questions. Ce qui est capital, c'est le contact humain. Internet c'est bien mais la présence humaine c'est mieux. La suppression du contact humain, c'est la suppression de postes.</p>	
		<p>Internet et le contact humain sont complémentaires. Il faut garder le contact humain pour les publics fragiles.</p>	

Les constats	Les interrogations	Les propositions	Les prises de position
		Dans les faits cela existe mais rien ne peut remplacer la présence humaine	
			La possibilité de consultations médicales à distance m'effraie
30 % des entreprises privées pratiquent le télétravail Les télé-consultations médicales ne sont pas valables pour tout type de pathologie. Cela permet d'éviter l'engorgement des services d'urgence		Il faut essayer les télé-consultations médicales.	
.	Question du gouvernement : nous faut-il supprimer une strate : région département commune ? Cette idée suppose le recherche d'économies. L'Etat se désengage de plus en plus. La taxe d'habitation ne sera pas compensée.		
L'agglomération de Valence-Romans est immense.			Je supprimerai le département.
L'idée est dans l'air depuis longtemps de supprimer le département.			
N'oublions pas que le département gère l'APA.			
Avec la décentralisation on a a réduit le nombre de fonctionnaires de l'administration centrale mais fait explosé le nombre de fonctionnaires territoriaux.			
La première idée est que le département saute. Quelle entité supprimer ? Il y a des intercommunalités cohérentes mais pas dans toutes.			

Les constats	Les interrogations	Les propositions	Les prises de position
Est-on prêt à dire qu'on supprime une strate ?			
Derrière chaque strate il y a un service public.			
Les citoyens demandent la proximité (36000 communes). Les bassins de vie ont du sens et ont mis des services en commun.	Il faut réfléchir au niveau du bassin de vie. Avec l'agglomération on voit que les services s'éloignent de plus en plus.	Ce que demandent le plus les citoyens, c'est des services de proximité. Pour répondre aux besoins du public, il faut réfléchir au niveau des bassins de vie, niveau qui a du sens. Les missions doivent être au plus près des besoins.	
Beaucoup de compétences des communes sont passées à la communauté de communes.		Il faudrait dans les communes des lieux d'expression des citoyens.	
Le millefeuille, c'est en France seulement.		Les départements pourraient disparaître. Le transport et la santé pourraient passer à la région. Il y a des doublons de compétences (ex: formation).	
La taille de la région enlève la proximité.			
La fonction d'état veut qu'on centralise. Allez faire travailler à Lyon est contraire à l'écologie. Avant les douanes aidaient les transporteurs. On n'a pas demandé leur avis aux petits transporteurs, seuls les grands sont invités à travailler avec les administrations centrales			Je suis inquiet car le service de proximité disparaît ; pour exemple, mon service (douanes) est centralisé à Metz et puis les demandes téléphoniques nous reviennent.
	Qu'est-ce qu'on peut avoir comme outil pour savoir quels services publics contacter et à quel niveau ? Il		

Les constats	Les interrogations	Les propositions	Les prises de position
	y a-t-il un état des lieux des services publics et de leur lieu de présence ?		
	Remise à plat pour voir comment ça marche.	Ce n'est pas nous qui ne pouvons le faire. Doit être initiative qui est portée par l'Etat. Il y a des doublons, chacun veut garder son poste et seul l'Etat pourra intervenir.	
<p>Dans chaque strate il y a des élus et personne ne veut sauter.</p> <p>En Auvergne-Rhône-Alpes il y a des doublons, les fusions ne sont pas des économies.</p>			
<p>1989 Début de l'intercommunalité. L'état par la décentralisation a cherché à développer la mise en commun des questions des finances et des réponses. Cela s'est passé facilement ou difficilement ou aux forceps.</p> <p>Là où il y avait cohérence si les élus politiques n'étaient pas du même bord l'intercommunalité ne se faisait pas.</p> <p>L'état de ce n'est pas M. Macron. L'Etat réfléchit depuis longtemps à ces questions.</p> <p>Pour enlever une strate il faut un sacré courage politique. Comment avoir ce courage politique ?</p>			
<p>Heureusement que l'industrie ne travaille pas comme l'Etat. Dans l'industrie privée nous avons eu à vivre beaucoup de fusions.</p>			

Les constats	Les interrogations	Les propositions	Les prises de position
Le problème est complexe parce qu'on ne veut pas le traiter.			
Dans les années 60 il y avait la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale). Il y a des choses à repenser. Il y a une manière de regarder le public comme le privé. La DATAR a été enterrée.	Se rappeler qu'il peut petit avoir des manières horizontales de regarder les choses.		
Je travaille dans le secteur privé des services Si quelque chose dysfonctionne on analyse et on requalifie. Pour dynamiser un lieu, il faut que ce soit un bassin d'emploi.	C'est un choix politique de mettre de l'emploi dans le rural. On n'est pas obligé de parler de rentabilité.		
Les fusions dans le privé se font dans la douleur et avec de la souffrance sociale.			
Certains pourraient remplir bien leurs fonctions. La poste ne distribue plus les colis, c'est au supermarché qu'on va les chercher. Mais elle s'occupe moyennant finances de l'aide aux personnes seules. La SNCF veut faire la même chose pour vendre ses billets. Le service sera-t-il bien fait ?			
Je préfère aller au supermarché plutôt qu'à la poste.			
La poste est tout à côté du supermarché mais elle est fermée.			
La poste est une entreprise privée qui a une mission de service public, elle n'est plus un service public.			

Les constats	Les interrogations	Les propositions	Les prises de position
La poste a beaucoup de missions complémentaires qui sont devenues payantes La question initiale est celle de la rentabilité.	Il y a un 'objectif de rentabilité dans tous les services publics car l'Etat est plus pauvres.	Il faudrait réfléchir à pourquoi l'Etat est plus pauvres qu'avant.	
La santé coûte de plus en plus cher			
Peut-être que beaucoup de gens préféreraient aller chez le commerçant chercher leur colis ou leurs billets de trains.			
La sécurité sociale a été instaurée après la guerre au moment où la France était ruinée.			
L'argent des entreprises part ailleurs. Questions de fiscalité : les nouvelles activités ne font pas rentrer d'argent (les GAFA).			
Pour les commerces de proximité si on leur amène des clients qui viennent pour un colis ou un billet de train ils continueront d'exister. Si personne ne vient le commerce fermera.			
Cela mériterait d'être revu, on a besoin de comprendre pourquoi.			
Santé: avec l'évolution technologique les appareils sont de plus en plus chers. Le budget de la santé est de 90% pour les soins et 10% pour la prévention. Il faudrait inverser le budget de la santé et augmenter le budget pour la médecine préventive.	Quelles politiques de santé veut-on mettre en place ?		
		La révolution permanente non mais le débat permanent oui. Cela permet aux gens de proposer.	

Les constats	Les interrogations	Les propositions	Les prises de position
		N'y aurait-t-il pas nécessité de maintenir ces débats sur l'efficacité et l'équité et le coût des services publics.	
A l'hôpital on fait du curatif mais pour autant la prévention est insuffisante. On est dans le curatif et tant mieux car si on est malade on sera pris en charge par l'hôpital.		Donner plus de moyens pour la prévention.	
L'état s'appauvrit. L'argent part dans les paradis fiscaux. En centralisant et en supprimant les fonctionnaires qui font des contrôles on aggravera la fuite de l'argent.			
		Les citoyens doivent chercher des idées. L'Etat doit aider les initiatives citoyennes. Ne pas se reposer sur l'état providence. Les comités d'usagers doivent se développer localement.	
A valence dans les réunions de quartiers il n'y a un pas beaucoup de monde. Il y a plein temps d'endroits où il y a des consultations de citoyens mais personnes n'y va. Ce soir on devrait être 50 !			
Il ne faut pas tout attendre de l'Etat. Mais l'Education nationale garantissait l'équité. La santé est décentralisée par l'ARS. La justice de proximité disparaît.			Pour les services de l'Education Nationale, la santé, la justice, le logement, les transports, c'est indispensable que ce soit l'Etat qui soit garant du fonctionnement de ces services publics.

Les constats	Les interrogations	Les propositions	Les prises de position
<p>Pour le logement les statistiques évoluent dans le mauvais sens. L'Etat doit imposer les logements sociaux. L'Etat doit imposer l'équité des territoires.</p>			
<p>Merci aux des associations qui permettent ces débats : il faut leur rendre hommage.</p>			
<p>Les associations sont parfois financées par l'argent public.</p>			
<p>Le service public du logement social : j'ai honte qu'il soit si dévalorisé.</p>			
<p>Avant c'était la Caisse des Dépôts par le livret A qui finançait le logement social.</p>			
<p>Les déserts médicaux : pourquoi ne pas obliger un médecin à aller là où il n'y a pas de médecins.</p>			
<p>Il faut toujours une politique nationale, mais l'efficacité c'est aussi au niveau local qu'on trouve des solutions.</p>			
<p>La médecine est libérale donc on ne peut pas imposer à un médecin d'aller dans un endroit précis.</p>			
<p>La culture est essentielle si on ne veut pas être des barbares. Bravo d'avoir organisé ce temps. On oublierait des choses importantes si on oubliait la culture.</p>			
<p>Merci à la MJC de nous réunir dans une atmosphère bienveillante. Un bon exemple de vivre ensemble.</p>			

Les constats	Les interrogations	Les propositions	Les prises de position
Les services publics à la Française sont un facteur essentiel de cohésion sociale.			

LE SERVICE PUBLIC AU COEUR DE LA JUSTICE SOCIALE, DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES ET DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Pour faire face à la situation d'urgence sociale et environnementale, il faut renforcer les moyens consacrés aux services publics et proposer une réorganisation profonde de l'Etat. Les citoyens doivent notamment être associés plus étroitement à la définition des politiques en matière de services publics. Les collectivités territoriales doivent être en première ligne pour rapprocher les services publics des citoyens. Elles peuvent être à la fois les garantes de la participation des citoyens et de l'accessibilité de tous aux services publics. Pour cela, leurs compétences en la matière doivent être renforcées et l'Etat doit cesser de baisser leurs dotations.

RENFORCER ET RENOVER LES SERVICES PUBLICS

Refusons de réduire prioritairement les effectifs de la fonction publique. Le débat doit porter sur l'efficacité de l'action publique plutôt que sur le nombre de fonctionnaires. Comment répondre à l'abandon d'une partie de nos concitoyens, aux difficultés d'accès aux soins, à l'éloignement de la justice ou des transports publics, aux disparités territoriales en matière d'éducation, au manque criant de logements sociaux, sans l'investissement massif de la puissance publique ?

- 1) Stopper la fermeture des petites lignes ferroviaires, des bureaux de poste, des écoles et des maternités.
- 2) Remettre de l'humain dans les rapports entre l'administration publique et l'utilisateur est devenu indispensable.

RENFORCER LE ROLE DES INTERCOMMUNALITES ET DES COLLECTIVITES LOCALES

Les collectivités territoriales doivent disposer des moyens financiers leur permettant d'assurer leurs missions, en particulier, de services publics. En ce sens, les finances locales peuvent constituer un levier permettant de résoudre les fractures territoriales.

- 3) Remise à plat de l'ensemble de la fiscalité locale afin de mieux répartir les ressources sur l'ensemble du territoire par des péréquations inter-régionales.

LUTTER CONTRE LA DESERTIFICATION MEDICALE

De nombreux français renoncent aux soins pour des raisons financières, l'accès aux soins devient impossible dans un nombre croissant de territoires. Tout en renforçant les moyens consacrés à la prévention des maladies, condition incontournable pour améliorer le bien-être des français et pour lutter contre les inégalités sociales de santé, il faut prendre des mesures d'urgence pour garantir l'accès aux soins de toutes et tous :

- 4) Mettre en œuvre le tiers-payant universel pour que les français n'aient plus à avancer d'argent pour se faire soigner
- 5) Mettre en place le conventionnement sélectif en plus des mesures d'incitations pour encourager l'installation de médecins en secteur 1 dans les déserts médicaux
- 6) Stopper la fermeture des hôpitaux ou des services de proximité (en particulier de maternité)
- 7) Consacrer de nouveaux moyens à la psychiatrie et à la santé mentale

8) Augmenter le nombre de places en Ehpad et celui des personnels soignants

LUTTER CONTRE LE MAL LOGEMENT

Selon la Fondation Abbé Pierre, près de 4 millions de personnes souffrent de mal-logement ou d'absence de logement personnel.

9) Mettre en place un plan national de résorption de l'habitat indigne

10) Construire 500 000 logements par an, dont 160 000 logements sociaux

Plus que jamais les services publics doivent contribuer à lutter contre les inégalités (en particulier territoriales) et à faire émerger une société plus juste et protectrice de notre environnement.